

CONDITIONS DE VENTE (CGV) PAR APPRENTISSAGE 2023

6.1 Objet delà convention

La présente convention a pour objet dans le cadre du contrat d'apprentissage signé par l'Entreprise avec l'Apprenti(e) ci-avant désigné(e)s de définir les conditions et modalités de réalisation des actions de formation par AVENIR LIBRE FORMATION (raisons sociales) / AVENIR LIBRE FORMATION (Dénomination commerciale) (ci-après dénommé l'« Organisme de formation/CFA »).

Elle est notamment régie par les dispositions du Livre II et III de la sixième partie du Code du Travail, les conditions particulières ci-avant, les présentes conditions générales, ainsi que le Programme de formation ci-annexé, précisant l'organisation des formations et des équipements pédagogiques, la capacité d'accueil de l'Organisme de formation/CFA, ses moyens humains.

6.2 Obligations de l'Organisme de formation/CFA

Il s'engage, outre le respect des missions confiées par l'article L6231-2 du code du Travail, à exécuter l'action de formation convenue, conformément au Programme de formation correspondant à la préparation au titre ou diplôme visé à l'article 3, au contrat d'apprentissage pour ce qui le concerne et à la présente convention, et notamment :

- S'assurer que l'apprenti(e) étranger, le cas échéant, dispose d'une autorisation provisoire de travail à temps plein avec la mention « étudiant en apprentissage » de la Directe compétente ; Fournir les enseignements prévus (Annexe 1) ; Définir le calendrier de l'alternance (Annexe 2) ; Délivrer la carte d'« Étudiant des Métiers » ; Libérer l'apprenti(e) pour ses périodes de présence dans l'Entreprise ; Assurer un suivi pédagogique de l'apprenti(e) et maintenir une coordination avec l'Entreprise ; Préparer et présenter l'apprenti(e) aux examens prévus pour l'obtention du titre ou diplôme préparé ; S'informer du suivi de l'apprenti(e) dans l'Entreprise ; Notifier à l'Entreprise les absences de l'apprenti(e) ; Permettre, le cas échéant la poursuite pendant une période de 6 mois de la formation théorique de l'apprenti en cas de rupture du contrat d'apprentissage, à l'exception de l'exclusion l'Apprenti(e).

6.3 Obligations de l'apprenti(e)

L'apprenti(e) s'engage à suivre l'action de formation convenue, conformément au Programme de formation, au contrat d'apprentissage pour ce qui le concerne et à la présente convention, et notamment: Travailler pour le compte de l'Entreprise et suivre la formation prévue au contrat ; Respecter les règlements intérieurs de l'Entreprise et de l'Organisme de formation/CFA le concernant ; Participer au contrôle pédagogique, avec son Maître d'apprentissage et l'Organisme de formation/CFA ; Pour l'apprenti(e) étranger : disposer des documents l'autorisant à signer un contrat d'apprentissage ; Se présenter aux épreuves du titre ou diplôme préparé.

6.4 Obligations de l'Entreprise

L'Entreprise s'oblige à respecter les termes du contrat d'apprentissage et de la présente convention, et plus particulièrement de : Déposer auprès de son OPCO (ou la DIRECTE pour les établissements publics) le contrat d'apprentissage, la présente convention et ses annexes et en justifier auprès de l'Organisme de formation/CFA ; Assurer la formation pratique de l'apprenti(e) dans l'Entreprise et son suivi pédagogique ; Libérer l'apprenti(e) pour le suivi de sa formation selon le planning d'alternance convenue (Annexe2) ; Accorder à l'apprenti(e) le bénéfice des congés payés légaux en dehors des périodes de formation et de tous les avantages légaux liés au statut d'apprenti(e) ; Fixer un plan de travail à l'apprenti(e) dans l'Entreprise, en harmonie avec le Programme de formation et la Qualification visée ; Établir au moins une fois par an un bilan intermédiaire de la progression professionnelle de l'apprenti(e) dans l'Entreprise ; S'assurer de la disponibilité, de la formation et l'éligibilité à ses fonctions du Maître d'Apprentissage ; Veiller à l'inscription et à la participation de l'apprenti aux épreuves organisées pour la Qualification prévue ; S'acquitter, le cas échéant, des frais de la formation selon les articles 6.7 et suivants ; Informer l'Organisme de formation/CFA de toute opposition, suspension ou interdiction de recrutement d'un apprenti.

6.5 Suivi et contrôle pédagogique

Le Maître d'Apprentissage et l'Organisme de formation/CFA assureront dans l'Entreprise et en formation, le suivi et le contrôle pédagogique de l'apprenti(e). Ils s'engagent pendant

toute la durée de la formation à coordonner de manière continue leurs actions, notamment par l'intermédiaire de fiches ou d'un carnet de suivi. Un bilan intermédiaire de l'activité de l'apprenti(e) dans l'Entreprise est effectué au moins une fois par an afin de s'assurer de sa progression professionnelle. Tout changement de Maître d'Apprentissage par l'Entreprise devra être notifié dans les 48 heures par courrier et/ou courriel à l'Organisme de formation/CFA et informera l'OPCO de l'Entreprise (ou la DIRECTE pour les établissements publics).

6.6 Coût de la formation

Le cout annuel total de la formation indiqué à l'article 5.4 est forfaitaire. Tous les montants sont exprimés en euros.

6.7 Prise en charge du coût de la Formation

Le coût de la formation, sous condition de respect de ses obligations par l'Entreprise, fait l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par l'OPCO sur la base notamment d'un montant déterminé par la branche professionnelle dont dépend l'Entreprise est validée par France Compétences. Ce montant, précisé à l'article 5.4, est directement versé par l'OPCO à l'Organisme de formation/CFA. Dans le cas où ce montant est inférieur au coût de la formation, l'Entreprise s'engage solidairement avec l'OPCO à régler à l'Organisme de formation/CFA tout montant non pris en charge par l'OPCO. Les montants restant à la charge éventuelle de l'Entreprise sont, outre les montants non pris en charge par l'OPCO, calculés sur l'intégralité de la durée du contrat et lissés annuellement.

6.8 Règlement du coût de la formation

L'Entreprise s'engage à régler le coût de la formation facturée par l'Organisme de formation/CFA au plus tard à 30 jours date de facture par virement bancaire, pour les montants qu'elle prend en charge directement. Le montant restant à charge éventuel de l'Entreprise est facturé par fractions annuelles en début de contrat et à chaque début d'année de formation.

6.9 Délais de règlement

À défaut de règlement dans le délai ci-dessus, seront appliqués l'indemnité forfaitaire de recouvrement (40€) et le taux d'intérêt des pénalités de retard (Taux BCE+10%) fixés à l'article L.441-6-I alinéa 12 du code de commerce. Aucun escompte ne sera déduit en cas de règlement anticipé.

6.10 Résiliation / Opposition – Suspension - Interdiction

6.10.1. La présente convention est liée au contrat d'apprentissage conclu par l'Entreprise et son Apprenti(e) et à son exécution. Les parties reconnaissent qu'elle ne peut être résiliée, sauf cas de force majeure, que si le contrat d'apprentissage associé est rompu ou son enregistrement refusé.

En cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, quelle qu'en soit la cause, la ou les parties à l'initiative de la rupture en informent les autres parties dans un délai de 5 jours ouvrés, à moins que la rupture n'intervienne pendant la période d'essai, la notification se faisant alors sans délai. La résiliation ne sera valablement notifiée que par courrier LRAR, lequel sera doublé d'un courriel à l'ensemble des parties à la présente convention.

6.10.2. Maintien de la relation entre l'Entreprise et le salarié

Si nonobstant la rupture du contrat d'apprentissage ou de la présente convention, l'Entreprise ou toute autre personne liée au sens des articles L.233-1 et suivants du code de commerce conserve en son sein l'Apprenti(e), quel qu'en soit le statut, l'Entreprise s'engage à régler à l'Organisme de formation/CFA l'intégralité des coûts de formation ci-dessus à titre de clause pénale, ces sommes étant exigibles en totalité à la date de notification de ladite rupture.

6.10.3. Notification par l'Organisme de formation/CFA :

En cas d'exclusion définitive de l'Apprenti, en application du règlement intérieur de l'Organisme de formation/CFA, celle-ci sera notifiée à l'Entreprise et au Salarié par courrier LRAR dans le délai de 48 heures. Elle entraînera de plein droit la résiliation de la présente convention, alors imputable à l'Apprenti, l'Entreprise étant alors uniquement tenue au règlement des seules heures produites à cette date, non prise en charge par l'OPCO.

6.10.4. Défaut de règlement :

À défaut de règlement par l'Entreprise des sommes dues, conformément aux articles 6.4 et suivants de la présente convention et 15 jours après notification par courrier LRAR, restée infructueuse, l'Organisme de formation/CFA pourra suspendre unilatéralement l'exécution de ses prestations et refuser tout accès à l'Apprenti. Cette suspension, sauf mention précédemment faite, sera notifiée à l'Entreprise, à l'Apprenti et à l'OPCO par courrier LRAR. À défaut de régularisation dans le délai de 8 jours, la présente convention sera alors résiliée de plein droit aux torts de l'Entreprise, sans préjudice pour l'Organisme de formation/CFA de ses droits à règlement pour la totalité des frais de formation convenus, à titre de clause pénale, et réparation du fait de l'inexécution de la convention.

6.10.5. Force majeure

En cas de survenance d'un cas de force majeure, défini comme tout événement imprévisible, irrésistible et résultant de circonstances extérieures aux Parties, rendant impossible l'exécution du Contrat, les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations. La présente convention sera suspendue jusqu'à disparition, extinction ou cessation du cas de force majeure.

Toutefois, faute de pouvoir reprendre l'exécution du contrat dans un délai de 2 mois à compter de la survenance du cas de force majeure, les Parties se rapprocheront afin de discuter d'une

modification du contrat. En cas d'échec de la discussion, la convention sera résiliée de plein droit, sans indemnité de part et d'autre, par la partie la plus diligente et par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux autres parties, sans qu'une autre partie puisse prétendre à des dommages et intérêts de ce fait. Dans l'hypothèse où le contrat serait résilié l'Entreprise s'engage à régler à l'Organisme de formation/CFA l'intégralité des sommes dues antérieurement et non-encore réglées.

6.11 Assurances

L'Organisme de formation/CFA déclare disposer d'une assurance responsabilité civile couvrant ses activités, et s'engage à la maintenir pendant la durée des présentes. L'Entreprise déclare disposer ou s'obliger à souscrire et maintenir une assurance responsabilité civile couvrant les dommages corporels, matériels, immatériels, directs et indirects susceptibles d'être causés par ses agissements ou ceux de ses préposés au préjudice de l'Organisme de formation/CFA dans le cadre et pour la formation objet des présentes, et désignant également comme assuré l'Organisme de formation/CFA pour tous agissements préjudiciables aux tiers qui seraient causés par l'Apprenti(e), et contenant une clause de renonciation à recours, de telle sorte que l'Organisme de formation/CFA ne puisse être recherché ou inquiété.

6.12 Propriété Intellectuelle

Le droit de propriété sur toutes les informations et contenus pédagogiques (les Éléments) divulgués, quels qu'en soient la nature, le support et le mode de communication, dans le cadre ou à l'occasion de la formation, appartient exclusivement à l'Organisme de formation/CFA. L'Entreprise et l'apprenti(e) s'engagent et se portent fort du respect de ces stipulations. La divulgation des Éléments par l'Organisme de formation/CFA ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite un droit quelconque –et ce quel qu'en soit le moyen– sur les Éléments ou autres droits attachés à la propriété intellectuelle et industrielle, propriété littéraire et artistique (copyright), les marques ou le secret des affaires. Le coût de la formation ou son paiement n'opère aucun transfert de droit de propriété intellectuelle. Par dérogation, l'Organisme de formation/CFA accorde à l'apprenti(e), sous réserve des droits des tiers, une licence d'utilisation non exclusive, non cessible et strictement personnelle des supports de formation fournis, et ce quels qu'ils soient, avec un droit de copie pour son usage personnel à des fins d'étude, à condition que la mention des droits d'auteur et toutes autres mentions de propriété intellectuelle soient reproduites sur chaque copie du support de formation, ceci à l'exclusion de tout autre droit d'utilisation, d'exploitation, de modification, etc.

6.13 Éthique

L'Entreprise garantit que quiconque sous sa responsabilité ou agissant en son nom ou pour son compte n'a accordé ni n'accordera d'offre, de rémunération ou de paiement ou avantage d'aucune sorte, constituant ou pouvant constituer selon la réglementation applicable à la convention et aux parties un acte ou une tentative de corruption ou de trafic d'influence, directement ou indirectement, en vue ou en contrepartie de l'attribution d'un avantage (ci-après les « Actes de Corruption »). Elle s'assurera qu'une enquête sera menée avec diligence en cas de preuve ou soupçon relatif à la commission d'un tel acte et sera signalée à l'Organisme de formation/CFA. Elle garantit à ce titre la conformité de tous à toutes les lois et réglementations sur la lutte contre la corruption applicables ; la mise en œuvre des règles et procédures permettant de s'y conformer et appropriées visant à prévenir la commission d'Actes de Corruption, par ceux-ci ; que ses archives relatives y compris comptables, sont tenues et conservées de manière à garantir leur intégrité. L'Organisme de formation/CFA pourra résilier la convention et requérir réparation en présence de tout manquement à une des obligations ci-dessus.

6.14 Protection des données à caractère personnel

L'Organisme de formation/CFA et l'Entreprise se transmettent réciproquement des informations concernant l'apprenti(e) et les salariés (ci-après « les personnes concernées ») de ces derniers dans le cadre de la réalisation de la présente convention de formation (ci-après « les Données ») qui ont pour finalité la gestion et le suivi de l'alternance de l'apprenti(e). L'Organisme de formation/CFA et l'Entreprise effectuent des traitements de données à caractère personnel au sens de la réglementation applicable en la matière. Dans le cadre de leur relation contractuelle, l'Organisme de formation/CFA et l'Entreprise s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Au sens de cette réglementation, l'Organisme de formation/CFA et l'Entreprise sont chacun considérés comme responsables de leurs propres traitements de données à caractère personnel. L'Organisme de formation/CFA et l'Entreprise ne sauraient nullement être considérés comme responsables conjoints du traitement ou sous-traitants l'un de l'autre.

L'Organisme de formation/CFA et l'Entreprise se garantissent le respect des obligations légales et réglementaires leur incombant au titre de la protection des données à caractère personnel. À ce titre, ils s'engagent notamment à : collecter et traiter les Données conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel et en particulier informer les personnes concernées ; ce que les Données soient exclusivement destinées à la gestion et le suivi de la formation professionnelle de l'apprenti(e) et ne fassent l'objet d'aucun autre traitement ; ne communiquer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des Données, à d'autres personnes que celles dûment habilitées à en avoir connaissance ; assurer l'effectivité des droits des personnes concernées (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données etc.) ; mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les Données contre une destruction fortuite ou illicite, une perte accidentelle, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé ; respecter les obligations légales et réglementations en matière de flux transfrontières hors de l'Union européenne.

6.15 Sous-traitance

L'Organisme de formation/CFA est expressément autorisé à sous-traiter, dans le cadre des articles L.6232-1 et L.6233-1 du code du travail, tout ou partie des prestations qui lui sont confiées et ce sous son entière et seule responsabilité. Le sous-traitant n'aura pas à être agréé expressément par les parties mais devra se soumettre aux mêmes engagements que ceux stipulés aux présentes.

6.16 Communication

AVENIR LIBRE FORMATION

21 AVENUE JEAN JAURES, 01000 BOURG-EN-BRESSE

Mail: avenirlibreformation@gmail.com

Num: 07 59 80 86 46

Référent pédagogique : NAWELLE GERMANY

Référent administratif, financier : ANTOINE MOLERO

Référent handicap, Service médiation, réclamation: ANNA FUBANA



L'Entreprise autorise expressément l'Organisme de formation/CFA à mentionner son nom, son logo et à faire mention à titre de référence de la présente convention et de toute opération découlant de son application dans l'ensemble de ses documents commerciaux

6.17 Règlement intérieur

L'Entreprise et l'apprenti(e) reconnaissent avoir pris connaissance de règlement intérieur de l'Organisme de formation/CFA et en accepter les termes.

6.18 Loi applicable et juridiction

La Convention, ainsi que tous rapports entre les parties relèvent d'un commun accord entre les parties, de la Loi française, à l'exclusion de toute autre et nonobstant toute règle de conflit de lois contraire. Tout différend qui ne pourrait être réglé à l'amiable dans un délai de soixante (60) jours à partir de la date de première présentation de la lettre recommandée avec accusé de réception, à adresser par la partie qui soulève le différend, sera de la compétence exclusive du tribunal de commerce de Paris quel que soit le siège de l'Entreprise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie.

AVENIR LIBRE FORMATION

21 AVENUE JEAN JAURES, 01000 BOURG-EN-BRESSE

Siret n° : 91353560500038

Numéro de déclaration d'activité : 84010253901 . Cette déclaration ne vaut pas agrément d'état

Document mis à jour le 23/02/2024
